

LYON 8E

Maison Sans Souci : le squat remplacé par un autre hébergement temporaire

La ville de Lyon a entamé les procédures pour l'évacuation du squat de la rue Rochat, occupé depuis le mois d'octobre. Les habitants, qui se sont organisés dans la maison, souhaitent rester. Impossible car trop nombreux selon la mairie qui souhaite pourtant établir un hébergement conventionné dans les lieux.

Depuis quelques jours, la « maison Sans-Souci » s'inquiète. Expulsion. Le mot est lâché et sonne comme une épée de Damoclès sur les habitants de ce squat occupé rue Rochat (8e) depuis le mois d'octobre par une quarantaine de migrants, principalement originaires d'Afrique subsaharienne. Fin 2020, la ville de Lyon a déposé une plainte pour occupation illégale, première étape avant l'évacuation.

Une rumeur confirmée aux habitants par Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et à l'inclusion sociale, venue visiter les lieux le 27 février. « On veut rester ensemble, on ne veut pas être séparés. On veut juste rester ici, explore Alhousseiny, 24 ans. On a vu des hommes relégués puis mis dehors. On ne veut pas que ça nous arrive. »

Paradoxalement, avant l'extension de l'école Paul-Emile-Victor prévu sous la prochaine mandature, la mairie envisage d'installer sur ce tènement dont elle est propriétaire un tiers lieu mixte, composé d'un jardin ouvert et d'hébergement provisoire conventionné. Pour d'autres occupants.

Pourtant, depuis leur arri-



Les habitants aimeraient rester ensemble dans la "Maison sans souci". Photo Progrès/Clémence OUTTERYCK

vée dans la maison bourgeoise inoccupée depuis des années, les habitants se sont organisés en véritable petite communauté. Une situation qu'ils espéraient pérenne au vu de l'investissement. Pose de parquet et de cloisons, d'alarmes incendie, débroussaillage et mise en culture d'un jardin dont ils sont fiers... les travaux animent le lieu et ses habitants depuis leur installation.

Trop nombreux pour pouvoir rester

Le tout en collaboration avec leurs soutiens bénévoles et de nombreux voisins qui répondent présents cha-

que week-end. Prêts ou dons d'outils, de semences, échanges de savoir-faire, compost ouvert à tous, ateliers culinaires et repas partagés, le squat s'est rapidement inséré dans la vie du quartier.

Un quartier qu'ils vont devoir à terme quitter. « Pourquoi chercher une solution de logement alors qu'on a un abri ? s'étonne Alhousseiny. Cherchez des solutions pour ceux qui dorment dehors. » Et ils sont encore nombreux. Quotidiennement, les habitants doivent à contrecœur refuser d'héberger de nouveaux candidats. « Nous avons décidé de ne pas être trop nombreux pour ne pas déranger les voisins »,

explique le jeune Guinéen. Trop nombreux, ils le sont déjà aux yeux de la Ville.

Le projet, mené en collaboration avec Habitat et Humanisme ou une autre association conventionnée, devrait loger une vingtaine de demandeurs d'asile, soit deux fois moins que l'actuelle configuration. Pour la Mairie, la décence et la dignité des lieux ne peuvent être assurées en l'état. Une cuisine collective et des chambres trop exiguës ne correspondent pas à l'autonomie recherchée en vue d'un futur logement individuel. C'est au contraire le mode de vie plébiscité par les habitants.

Clémence OUTTERYCK

Sandrine Runel : « Quoi qu'il arrive, nous ne demanderons pas le concours des forces publiques »

Du côté de la mairie de Lyon, la plainte pour occupation illégale est assumée. « Nous avons vraiment attendu, depuis le début nous sommes en discussion avec eux », explique Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et à l'inclusion sociale, et par ailleurs conseillère du 8e arrondissement.

« Toutes nos propositions ont été rejetées, nous avons fini par déposer plainte pour enclencher les procédures »,



Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et à l'inclusion sociale. Photo Progrès/Norbert GRISAY

poursuit l'élue socialiste, avant de préciser que celles-ci pourraient prendre six mois, la trêve hivernale étant toujours en cours et l'état d'urgence sanitaire prolongé jusqu'au mois de juin.

« Ils sont tous dans une situation administrative complexe »

Et d'insister sur le fait que la précarité de leur condition peut s'avérer domma-

geable pour les habitants : « Ils ont certes un toit sur la tête, mais aucun accompagnement social. Or ils sont tous dans une situation administrative complexe, compliquée à régler sans travailleur social. » Avant tout, la mairie prône le dialogue et ne procédera pas à l'évacuation sans solution de logement pour chacun. « Quoi qu'il arrive, nous ne demanderons pas le concours des forces publiques. »

LYON 8E

Femmes en situation précaire : une boîte à dons installée à la mairie



Cette boîte à dons a été installée ce lundi, de manière pérenne, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Photo Progrès/Dominique CAIRON

La mairie du 8e, qui s'est appuyée sur l'association « Règles élémentaires », vient d'installer dans le hall de la mairie une boîte à dons dont le but est de recueillir des produits d'hygiène intime à destination des femmes en situation précaire. Plusieurs institutions se sont déjà manifestées pour utiliser ces dons : L'amicale du Nid, qui œuvre en direction des prostituées, Habitat et humanisme, le CCAS... qui en seront les bénéficiaires.

La collecte a déjà mobilisé la MJC et le conseil de quartier de Monplaisir qui animent cette dernière jusqu'au 19 mars avec, en point d'orgue, la journée du 20 mars où une distribution et un point d'information seront installés dans les locaux de la MJC.

- LE SENS DE LA MARCHÉ -



Se chauffer sympa malgré ses problèmes de pied... Voilà le pari tenu d'Anne-Laure qui nous présente cet été encore, toute une sélection de chaussures, surprenantes ou plus classiques, signées MBT, Clarks, Ara, Finn Comfort, TBS, FitFlop... Conseils très pros compris.

Le Sens de la Marche - 5, rue Dubois Lyon 2 - 04 72 31 73 17 Métro Cordeliers - Pkg St-Antoine

69X24 - V1